

Une coopération fertile avec les syndicats

Céline Séguin

Le financement de la recherche, c'est connu, encourage de plus en plus les partenariats entre l'université et la société civile. Mais l'UQAM n'a pas attendu l'appel du pied des organismes subventionnaires pour se lancer dans l'aventure. Dès 1972, rappelle Muriel Binette, coordonnatrice au Service aux collectivités (SAC), un protocole d'entente voyait le jour entre l'Université, la CSN et la FTQ. Il visait à faciliter l'accès des travailleurs et de leurs représentants aux ressources universitaires et à «favoriser la coopération active» entre les organisations syndicales et les professeurs à travers des activités de formation, de recherche et de diffusion.

Trente ans plus tard, l'objectif n'a rien perdu de sa pertinence, la CSQ s'étant jointe l'an dernier à un protocole élargi. «Présentement, une trentaine d'activités sont en cours ou en démarrage à la demande de l'une ou l'autre des centrales, ou des trois réunies», précise Mme Binette. Dominique Savoie, de la FTQ, et

François Lamarche, de la CSN, tous deux membres du Comité conjoint chargé de l'application du protocole, précisent ici l'impact de ces activités.

D'égal à égal

Pour les deux représentants syndicaux, la collaboration qui s'est développée avec l'UQAM répond aux besoins du milieu. «Le SAC nous informe des ressources universitaires existantes, tout en veillant à faire connaître nos demandes aux professeurs. Une fois qu'un projet démarre, les coordonnatrices jouent un rôle dynamique pour assurer l'arrimage entre la démarche des chercheurs et nos besoins de formation ou de recherche», souligne M. Lamarche.

«Au début, rappelle Mme Savoie les chercheurs avaient plutôt tendance à considérer les travailleurs comme des objets de recherche, la centrale devant se limiter à ouvrir les terrains. Avec le temps, nos rapports se sont transformés. Aujourd'hui, on participe aux étapes du projet et les savoirs issus de la pratique sont pris en compte. En assurant l'interface université-milieu, le SAC a

contribué à l'établissement de rapports égalitaires entre les partenaires. Ce modèle, construit avec l'UQAM, on l'exporte désormais dans tous nos projets de partenariat.»

De multiples retombées

Pour la FTQ, l'intégration des résultats de recherche dans la formation des formateurs est primordiale. «Les dégrèvements qui permettent aux professeurs de donner des formations aux membres des exécutifs ou aux représentants des comités de santé et sécurité et de condition féminine ont produit des effets multiplicateurs.». À la CSN, on a aussi fait appel à des ressources professorales pour des formations spécialisées, notamment sur la conjoncture internationale.

Les connaissances nouvelles, issues des projets de recherche, sont également intégrées aux productions des centrales : outils d'intervention, guides, vidéos, etc. Enfin, les résultats nourrissent leurs réflexions et contribuent à éclairer leurs prises de position.

Le projet d'envergure mené en santé des femmes au travail, conjointement

avec le Centre d'étude des interactions biologiques entre la santé et l'environnement (CINBIOSE) et les trois centrales, a été à leurs yeux déterminant.

«Avant, personne ne parlait de santé et sécurité dans les bureaux. Aujourd'hui, c'est devenu un enjeu, qu'il s'agisse de la santé mentale des travailleuses (harcèlement psychologique) ou de leur santé physique (problèmes musculo-squelettiques). Cela a entraîné une vaste prise de conscience», affirme Mme Savoie. La collaboration, en cours depuis plusieurs années, a également permis, selon son collègue, de mieux cibler les dangers pour la santé dans une diversité de secteurs d'emploi : femmes de chambre, préposées aux bénéficiaires, éducatrices...

Cibler les réseaux

«La recherche est de plus en plus organisée au sein de centres et de réseaux de recherche plutôt qu'autour d'un seul professeur. C'est dans cette direction que nous voulons aller», affirme François Lamarche, parce que la synergie s'en trouve décuplée», précise sa collègue.

À la FTQ, on voudrait créer une dynamique semblable à celle qui est née avec CINBIOSE, autour cette fois de la thématique de la précarité en emploi, pour lancer le débat sur la place publique. La CSN, pour sa part, souhaite que se développent des analyses économiques sectorielles, dans le contexte de la mondialisation, qui porteraient sur les secteurs d'activités qu'elle représente, comme le commerce, le transport ou les pâtes et papier. «Nous voudrions tisser des liens avec la Chaire de tourisme et d'autres centres de recherche à l'ESG».

Enfin, les trois centrales signataires du protocole tentent présentement de s'associer à des chercheurs de l'UQAM afin de mettre sur pied un «observatoire» sur les rapports privés-publics dans l'ensemble des services publics : éducation, santé, transport, etc. «L'environnement, un secteur d'excellence à l'UQAM, nous intéresse aussi. Bref, il y a énormément de potentiel mais ça peut difficilement être fait de l'extérieur de l'Université. C'est pourquoi le SAC joue un rôle essentiel pour nous», de conclure M. Lamarche ●